

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMENAGEMENTS TERRASSEMENTS ET CARRIERES

LA CHAUSSEE
27460 Alizay

Références : UBDEO-ECD-2026-171
Code AIOT : 0003900650

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement AMENAGEMENTS TERRASSEMENTS ET CARRIERES implanté LA CHAUSSEE 27460 Alizay. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le contexte de la future cessation d'activité de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMENAGEMENTS TERRASSEMENTS ET CARRIERES
- LA CHAUSSEE 27460 Alizay
- Code AIOT : 0003900650
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Aménagements Terrassements Carrières (ATC) est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers sur le territoire de la commune d'Alizay au lieu-dit « la Chaussée », via l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juin 2018 modifié, pour une durée de 8 ans, soit jusqu'à fin mai 2026.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Durée de l'autorisation	AP Complémentaire du 08/04/2024, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Cessation totale d'activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Remise en état	AP Complémentaire du 08/04/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à réaliser la cessation d'activité de la carrière d'ici fin juillet (incluant le remise des attestations de cessation d'activité), soit deux mois après la date d'autorisation du 31 mai 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Prolongation de la durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est accordée jusqu'au 31 mai 2026 . Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile. Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai

d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du livre V du Code du patrimoine.

Constats :

Par courriel du 10 avril, l'exploitant mentionne "une visite du site fin juin - début juillet, après la finalisation complète de la remise en état de la carrière", ainsi que la fourniture par la suite des "ATTES accompagnées de l'étude historique et documentaire du site, de l'étude de vulnérabilité des milieux, et du mémoire de réhabilitation."

Le jour de la visite, l'exploitant ATC a confirmé la fin de la carrière d'ici fin juillet (incluant la remise des attestations de cessation), soit deux mois après la date d'autorisation du 31 mai 2026 (comme mentionné dans la notification de cessation reçu le 10 avril 2026).

L'exploitant a indiqué que le retard dans le remblaiement est principalement dû au fait que l'eau restante dans le fond de fouille ne s'évacue pas. Il pense que certains remblais ont étanchéifié le fond du bassin, rendant la cinétique d'évacuation de l'eau très lente. L'apport des remblai est limité au volume d'eau s'évacuant. Par ailleurs, la conjoncture actuelle donne lieu à une baisse de l'activité remblai : l'exploitant n'est pas en mesure de stocker momentanément des remblais en attendant que l'eau s'évacue, pour pouvoir les pousser dans le fond de fouille plus rapidement ensuite.

La visite du bureau d'étude certifié en sites et sols pollués est prévue pour le 30 juin, date à laquelle l'exploitant pense avoir terminé à minima le remblaiement.

Il s'agit d'une non-conformité (retard de deux mois dans la cessation totale d'activité), mais elle semble maîtrisée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à la société ATC de fournir un planning détaillé des mesures restantes pour la cessation (avec dates), incluant notamment:

- la finalisation du remblaiement;
- la remise en place de la terre végétale;
- le démontage de l'aire étanche;
- le démontage des accès à la carrière;
- le passage du bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués;
- la délivrance des trois attestations (ATTES-SECUR, ATTES-TRAVAUX et ATTES-MEMOIRE).

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre, par courriel, un point d'avancement tous les 15 jours à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Cessation totale d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Notification de la cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée:

I.- Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R.512-75-1, des terrains concernés du site.

III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Nota- L'article R. 512-35 concerne les carrières puisqu'il stipule : "*Les autorisations relatives aux installations de stockage de déchets, aux sites de stockage géologique de dioxyde de carbone et aux carrières sont données pour une durée limitée et fixent le volume maximal de produits stockés ou extraits, ainsi que les conditions de remise en état du site.* "

Constats :

La notification au préfet d'une cessation, dans le cas d'une carrière, est de 6 mois avant l'arrêt. La cessation devant avoir lieu pour le 31 mai 2026, la notification aurait dû être transmise au plus tard le 31 novembre 2025.

Par courriel en date du 10 avril 2026, l'exploitant a envoyé la notification de cessation d'activité (lettre en date du 8 avril 2026).

Cette notification indique également qu'il reste une petite zone en eau à remblayer, mais le rythme de remblaiement a dû être ralenti pour permettre l'infiltration de l'eau au fur et à mesure du remblaiement et éviter tout risque de débordement.

ATC fourni une explication au retard (aléa lié au remblaiement), et le retard reste minime (environ deux mois).

Par ailleurs, ATC indique avoir mis en place des mesures pour assurer la mise en sécurité du site:

- des dispositifs d'interdiction d'accès au site : clôture, portail, pancartes,
- l'évacuation de tout éventuel produit dangereux ou déchet présent sur le site,
- l'évacuation de tous les engins et matériels d'exploitation au fur et à mesure des opérations de réaménagement.

Au vu de la non-conformité (retard de la notification et dans la remise en état), l'inspection des

installations classées demande à la société ATC de fournir un planning détaillé des mesures restantes pour la cessation (voir constat précédent).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2024, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Modification de la remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément au plan de remise en état annexé au présent arrêté [annexe n°1].</p> <p>La remise en état projetée consiste en un remblaiement de la zone exploitée à l'aide de remblais inertes extérieurs et des terres de découverte du site jusqu'à la côte du terrain naturel d'origine (TN), puis en une restitution en espaces agricoles.</p> <p>La palissade créée en avant du front Nord-Est d'exploitation est maintenue [annexe n°2].</p> <p>Une partie de la zone en avant du talus Nord-Est d'exploitation est remblayée avec des matériaux extérieurs inertes jusqu'au niveau du toit des alluvions. Puis, sur la banquette de remblais ainsi créée, une palissade en bois est mise en place devant le front d'exploitation, à environ 1 m de celui-ci, avec des planches épaisses (pour éviter qu'elles ne pourrissent trop vite). La palissade mesure 2,5 m de haut (correspondant à l'épaisseur initiale des limons), et 20 à 25 m de long. L'espace créé entre le front d'exploitation et la palissade est comblé avec des matériaux sablonneux, les plus proches possibles de ceux actuellement utilisés par les oiseaux.</p> <p>Sur cette palissade, les premiers 80 centimètres sur la partie inférieure sont recouverts de planches pleines (pour éviter toute possibilité de remontée de prédateurs). Le reste de la hauteur de la palissade sera recouvert :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en bas, de planches préalablement trouées (diamètre d'environ 6 cm espacés d'environ 20 cm) ; • au-dessus, d'une planche sur 2 (ce qui permettrait aux oiseaux de creuser eux-mêmes leurs trous). <p>Le dessus de la palissade sera uniquement recouvert de terre végétale afin d'éviter l'arrivée de prédateurs par le haut.</p> <p>Lors du remblaiement de la phase 4, une marge de recul de 4 m est prise en compte par rapport à</p>

la palissade afin de maintenir un couloir libre pour le passage des hirondelles. Les remblais sont disposés en un talus de 45° jusqu'au pied de la palissade, soit un recul de 1,5 m en pied de palissade.

La topographie finale du site retrouvera sa topographie initiale, soit entre de 8,60 m NGF (au Nord) et 7,50 m NGF (au Sud).

L'exploitation des terrains sera conduite de façon coordonnée avec les opérations de remise en état. Les deux dernières années sollicitées seront consacrées à la finalisation du remblaiement du site et à sa remise en cultures.

Le remblaiement des terrains à la cote initiale nécessitera l'apport de matériaux extérieurs inertes. La quantité de déchets inertes admis pour le remblaiement est d'environ 280 000 m³. Cet apport ne pourra débuter qu'à partir de la deuxième année d'extraction afin de disposer d'un vide de fouille suffisant permettant d'éviter le contact de ces matériaux avec le gisement restant à extraire.

Le régalage des terrains (matériaux inertes) sera réalisé avec l'aide d'un boueur.

Nettoyage :

Simultanément aux opérations de réaménagement, les terrains dont l'exploitation est terminée sont nettoyés, et tout matériel d'exploitation retiré des lieux.

Lorsque que la cessation sera actée administrativement, les clôtures et panneaux seront enlevés.

L'exploitant notifie au préfet l'état d'avancement de la remise en état par le biais de l'enquête annuelle.

Constats :

Le jour de la visite, il a été constaté que:

- l'extraction est finie;
- le remblaiement est presque terminé, il manque une petite zone (environ 60m*50m, 15 000 tonnes) en phases 3 et 4 à remblayer, le reste du remblaiement atteignant le terrain naturel;
- les terres végétales sont en place en phase 1 et 2, avec semis de luzerne;
- la palissade pour les hirondelles est toujours visible;
- des hirondelles de rivages sont présentes, montrant ainsi l'efficacité de la mesure pour la deuxième année (dès la création du front).

La société ATC a fait parvenir à l'inspection des installations classées un courriel daté du 10 avril 2026, dans lequel un membre du Groupe Ornithologique Normand (GONm) indique le succès du projet du mur à hirondelles.

Par ailleurs, la société ATC est actuellement en cours de procédure (en phase d'examen post-enquête publique) pour son dossier de demande d'ouverture de carrière, sur le site voisin, toujours dans la commune d'Alizay. Ce dossier, et en particulier l'étude d'impact, indique comme mesure de réduction MR9 "Consolider le front de taille déjà existant en faveur de l'Hirondelle de rivage" et l'exploitant s'engage à consolider et à assurer l'entretien et la pérennisation de ce front pendant toute la durée d'exploitation de la carrière du présent projet. L'exploitant est propriétaire du terrain.

Ainsi, il est rappelé à l'exploitant la nature de cet engagement, même après la cessation de l'actuelle carrière, et qui pourra faire l'objet d'une inspection ultérieurement à la cessation d'activité.

Enfin, en ce qui concerne les trois piézomètres en place, ceux-ci vont faire partie du plan de surveillance de la nouvelle carrière voisine : ces piézomètres ne sont pas à reboucher, sous réserve de l'obtention de l'arrêté d'autorisation pour cette nouvelle carrière.

Type de suites proposées : Sans suite